

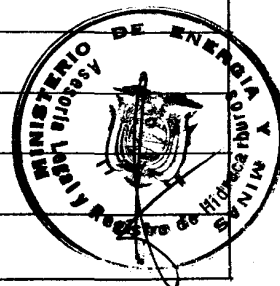


NOTARIA
PRIMERA

DR. JORGE MACHADO CEVALLOS



1	
2	
3	
4	P R O T O C O L I Z A C I O N
5	
6	D E
7	
8	PODER Y REVOCATORIA DE PODER
9	
10	OTORGADO POR
11	
12	ELF AQUITAINE EQUATEUR
13	
14	A FAVOR DE
15	
16	SR. HENRI BERGASSE
17	
18	REVOCATORIA HECHA AL
19	
20	SR. DIDIER AUBIN
21	
22	CUANTIA INDETERMINADA
23	
24	DI 4 COPIAS
25	
26	QUITO, 10 DE ENERO DE 1990
27	
28	A. /+//+//+//+//+//+//+//+//+// M.



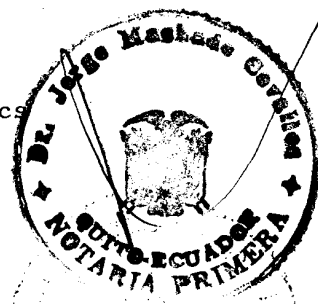
VU "NEVARIEUR"
Traduction conforme à
l'original en langue
française n° 94520

19 DEC. 1989

TRADUCTEUR N° 104
ESPAGNOL - PORTUGAIS
EXPERT HOMOLOGUE FLEES
LA COUR D'APPEL DE PARIS
104, RUE DE LA TOUR - 75116 PARIS

ELF AQUITAINE EQUATEUR

Société Anonyme au capital de 1 000 000 de Francs
Siège Social : Tour ELF, 2 Place de la Coupole
La Défense 6 - COURBEVOIE (Hauts de Seine)
R.C.S. NANTERRE B 309 104 453 (80 B 16547)
N° SIRET 309 104 453 00027
APE 0511



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance n° 35 du 11 Décembre 1989

PROCES-VERBAL

Le Conseil d'Administration de la Société ELF AQUITAINE EQUATEUR s'est réuni le Lundi 11 Décembre 1989 à 9 heures, au siège social, Tour ELF, 2, Place de la Coupole à Courbevoie (Hauts de Seine), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance n° 34 du 15 Juin 1989
- 2 - Démission du Directeur Général et cooptation d'un administrateur
- 3 - Nomination du Directeur Général et fixation de ses pouvoirs
- 4 - Délégation de pouvoirs du Président au Directeur Général en matière de cautions, avals et garanties
- 5 - Questions diverses

Il résulte du registre des présences, signé par les Administrateurs à leur entrée en séance que :

ETAIENT PRESENTS

MM. Bernard VOOG
Frédéric ISOARD
René VERNET

La SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE
(représentée par M. Max SADOUN)
M. Henri BERGASSE

Président
Administrateur
Administrateur

Administrateur
Administrateur et Directeur Général
(coopté en séance)

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES

MM. Didier AUBIN
Frédéric CEGARRA
Société CASTEL, JACQUET et Associés

Administrateur, Directeur Général
Administrateur
Commissaire aux Comptes

ASSISTAIT EGALEMENT A LA SEANCE

Mme CHEVALIER d'IVOI, qui assurait le secrétariat de la séance.



En ouvrant la séance, le Président constate et déclare que plus de la moitié des Administrateurs sont présents, et que le Conseil peut ainsi valablement délibérer.

Il est ensuite passé à l'ordre du jour.

1 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA PRECEDENTE SEANCE

Le procès-verbal de la séance n° 34 du 15 Juin 1989 est approuvé sans modification.

2 - DEMISSION DU DIRECTEUR GENERAL ET COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR

Le Président porte à la connaissance des membres du Conseil la démission de M. Didier AUBIN de son mandat d'administrateur et de Directeur Général à compter du 15 Janvier 1990.

Au nom du Conseil d'Administration, le Président prend acte de cette démission, remercie M. Didier AUBIN pour l'efficacité de sa participation aux activités de la Société, et exprime les regrets que laisse son départ.

Puis le Président propose au Conseil de désigner un nouvel administrateur. Après avoir délibéré, le Conseil coopte à l'unanimité M. Henri BERGASSE, demeurant Paulaland 3 - J.C. 2591 LA HAYE Pays-Bas administrateur à titre provisoire en remplacement de M. Didier AUBIN pour la durée restant à courir du mandat de ce dernier, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 1990 pour statuer sur les comptes de l'exercice 1989. Cette cooptation sera soumise à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Annuelle.

M. Henri BERGASSE, nouvel administrateur est alors invité à participer à la réunion du Conseil et déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées. Puis, après avoir remercié le Conseil de la confiance qu'il veut bien lui témoigner, il déclare qu'il n'exerce ou n'a exercé aucune fonction et n'est frappé d'aucune mesure susceptible de lui interdire les fonctions d'administrateur de la Société.

3 - NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL ET FIXATION DE SES POUVOIRS

Le Président demande ensuite au Conseil de désigner un nouveau Directeur Général. Sur sa proposition, le Conseil donne mandat à M. Henri BERGASSE d'assister le Président à titre de Directeur Général à compter du 15 Janvier 1990 et lui délègue les mêmes pouvoirs que ceux qu'exerce le Président, étant précisé que les pouvoirs ainsi subdélégués n'emportent pas dessaisissement de sorte, que le Président peut les exercer avec le Directeur Général ou séparément de celui-ci.



Le Conseil autorise M. Henri BERGASSE à représenter ELF AQUITAINE EQUATEUR en République d'Equateur et à engager la responsabilité de la Société pour tous actes et contrats en Equateur.

Le Conseil autorise le Directeur Général à déléguer tout ou partie des pouvoirs qui lui sont donnés. Le Directeur Général peut, en outre, consentir à son ou à ses mandataires le pouvoir de subdéléguer les pouvoirs transmis, cette subdélégation ne pouvant, en tout état de cause, qu'être partielle et temporaire.

Etendue des pouvoirs du Directeur Général

A - POUVOIRS DE GESTION D'ENGAGEMENT ET D'ORDONNANCEMENT

Pouvoirs d'engagement

- 1 - Faire toutes opérations de commerce de la société, acheter et vendre toutes marchandises, matières premières, matériels et approvisionnements, faire toutes soumissions, passer tous marchés, solliciter toutes concessions, arrêter et signer tous contrats, les résilier, les modifier ;
- 2 - Passer toutes commandes pour l'agencement des locaux ou immeubles de la société, pour l'achat de mobilier, matériels, voitures ainsi que pour leurs entretien et réparations : passer tous contrats avec les compagnies de transport aérien, maritime et terrestre ainsi qu'avec toutes agences de voyages en vue des déplacements du personnel de la société ;

Pouvoirs d'ordonnancement

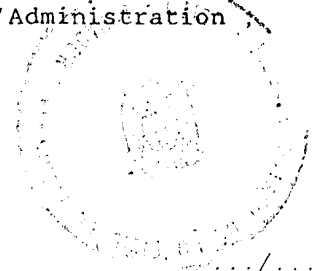
- 3 - Donner conformément à la liquidation l'ordre de payer, de facturer ou d'encaisser une prestation ;

B - POUVOIRS DE GESTION FINANCIERE

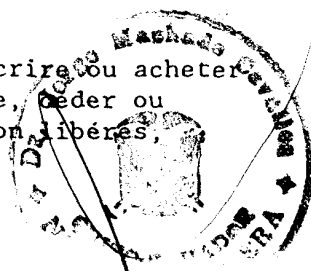
- 4 - Faire ouvrir tous comptes de chèques postaux, tous comptes en banque et auprès de tous établissements de crédit ;
- 5 - Toucher et recevoir de toutes caisses publiques et privées toutes sommes qui pourraient être dues à la société, en donner quittance ou décharge, payer celles qu'elle devra. Emettre tous chèques, mandats et virements sur toutes caisses publiques et privées, acquitter tous mandats ou chèques sur toutes banques, établissements de crédit, ainsi que sur l'Administration des Postes et Télécommunications ou sur toute autre Administration ;
- 6 - Tirer toutes lettres de change et traites sur les clients et débiteurs de la société ;



- 7 - Accepter toutes délégations, sûretés ou garanties, de quelque nature que ce soit, offertes par tous débiteurs ;
- 8 - Endosser les valeurs remises en paiement, en compte ou en couverture, les remettre à l'encaissement avec bordereaux à tous banquiers, à tous comptes de chèques postaux, pour en être portées au crédit du compte de la société, déposer généralement toutes sommes, valeurs ou titres quelconques sous quelque forme que ce soit ;
- 9 - Remettre tous effets à l'escompte à tous banquiers, signer tous bordereaux d'escompte ;
- 10 - Retirer de toutes banques et établissements de crédit toutes valeurs mobilières quelconques, déposées au nom de la société, sous quelque forme que ce soit ;
- 11 - De toutes valeurs non payées à l'échéance, faire dresser protêts, signifier toutes dénonciations et établir tous comptes de retour ;
- 12 - Accepter et avaliser toutes traites, billets à ordre, effets de commerce et lettres de change ;
- 13 - Négocier au comptant ou à terme toutes devises étrangères ;
- 14 - Entendre, débattre, clore, ou arrêter tous comptes : en fixer les reliquats à l'amiable ;
- 15 - Céder, déléguer ou transporter, ou se faire céder, déléguer ou transporter toutes créances avec ou sans garantie, aux prix et conditions qu'il déterminera ; en toucher et verser le prix, consentir toutes antériorités et préférences, accepter toutes propositions et demandes de délai, de réduction de créances de la part des débiteurs, signer et accepter tous arrangements et atermoiements amiables ; à défaut de paiement, comme aussi en cas de contestation quelconque, exercer toutes les poursuites nécessaires ; en conséquence, citer et comparaître devant toutes juridictions, traiter, transiger, se concilier, assigner et défendre tous tribunaux compétents, produire à tous ordres et distributions, toucher le montant des collocations au profit de la société, en donner quittance et décharge ;
- 16 - Contracter tous emprunts à l'exclusion des emprunts émis auprès du public ;
- 17 - Constituer tous dépôts, toutes marges ou toutes garanties ;
- 18 - Souscrire tous engagements de caution ou d'aval pour toutes opérations intéressant la société dans la limite des pouvoirs conférés chaque année par le Conseil d'Administration ;



- 19 - Recevoir, sous quelque forme que ce soit, souscrire ou acheter tous titres ou valeurs même non libérés, vendre, céder ou transférer tous titres ou valeurs libérés ou non libérés, constituant le portefeuille de la société .



C - POUVOIRS DE GESTION DE PERSONNEL

- 20 - Assumer le fonctionnement de la société et, à cet effet, organiser et diriger les services administratifs, techniques et commerciaux et signer la correspondance.

Effectuer toutes opérations administratives nécessaires pour en assurer la bonne marche.

- 21 - Consentir, effectuer tous prêts ou avances se rattachant directement ou indirectement à l'activité sociale (agents, organismes sociaux de la société, etc...) assortis le cas échéant de toutes garanties jugées utiles ;
- 22 - Nommer et révoquer tous agents de la société et fixer leur statut ; notamment leurs fonctions, leur rémunération, les conditions de leur recrutement et de la cessation de leurs activités ;
- 23 - Représenter en général la société en tout ce qui concerne ses rapports avec le personnel ;
- 24 - Couvrir tous agents de la société par toutes assurances permanentes ou temporaires, les affilier à toutes caisses et organismes de Sécurité Sociale, de Retraites et de Prévoyance ou à tous autres organismes privés ou publics jugés utiles ou imposés par la loi.

D - POUVOIRS DE GESTION DE PROPRIETE INDUSTRIELLE

- 25 - Acquérir, aliéner, concéder, abandonner entièrement ou partiellement toutes marques, brevets, licences de marques ou de brevets ; déposer tous modèles, marques de fabrique, procédés et demandes de brevet.

E - POUVOIRS D'ADMINISTRATION GENERALE

- 26 - Représenter la société vis-à-vis des tiers et auprès de tous Gouvernements et Ministères ou de toutes villes, municipalités et administrations. Remplir toutes formalités concernant les administrations publiques et privées ; signer toutes déclarations, souscrire tous engagements, payer tous droits, taxes et redevances, introduire toutes demandes en exonération, réductions ou remises, présenter et signer toutes pétitions ainsi que tous mémoires ;



- 27 - Conclure toutes opérations immobilières telles aliénations, acquisitions, échanges, prises à bail, locations de tous terrains et immeubles, promesses de ventes, options, qu'elles que soient leur nature et leur importance, cette énumération étant énonciative et non limitative ; et aux effets ci-dessus signer tous compromis, tous actes et pièces quelconques ;
- 28 - Prendre à bail, par voie de bail direct, de cession ou de sous-location, même par voie d'adjudication, aux charges et conditions qu'il avisera, tous locaux et immeubles, accomplir tous actes de gérance y relatifs ; obliger la société au paiement des loyers et à l'exécution de toutes charges et conditions des baux et locations, les modifier ou les résilier, consentir et résilier tous baux et locations avec ou sans promesse de vente ;
- 29 - Conclure toutes opérations sur biens meubles corporels telles que notamment aliénations, acquisitions, échanges, promesses de vente, options, qu'elles que soient leur nature et leur importance, cette énumération étant énonciative et non limitative, et aux effets ci-dessus, signer tous actes et pièces quelconques ;
- 30 - Contracter ou résilier toutes polices ou contrats d'assurances concernant les risques de toute nature ; en cas de sinistre, débattre, clore et arrêter le chiffre de toutes indemnités, les toucher ;
- 31 - Retirer de la poste les lettres ou paquets chargés, recommandés ou non, adressés à la société ;
- 32 - De toutes entreprises de transport, chemin de fer ou autres, retirer tous paquets, colis et marchandises quelconques, faire le retrait de tous dépôts, donner du tout décharge ;
- 33 - Retirer toutes marchandises en consignation de douane, faire toutes déclarations à cet effet et prendre tous engagements, signer tous acquits et bordereaux, acquitter tous droits, demander tous dégrèvements ;
- 34 - Contracter tous abonnements pour l'eau, le gaz, l'électricité, les services téléphoniques et télégraphiques ;
- 35 - Généralement, agir et comparaître en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant, devant tous tribunaux et juridictions compétents, traiter, transiger, compromettre, se concilier ; nommer tous arbitres, tiers arbitres et experts ; faire exécuter tous jugements, arrêts ou sentences par voies et moyens de droit ;



- 36 - En cas de faillite de la part des débiteurs, prendre part à toutes les assemblées ou délibérations de créanciers, produire et affirmer toutes créances, nommer tous agents, liquidateurs et syndics provisoires ou définitifs, signer tous concordats et contrats d'union, faire toutes remises de dettes, accepter toutes cessions, transports, délégations et abandons de biens, meubles et immeubles ;
- 37 - De toutes sommes reçues ou constatées payées, de tous titres remis ou reçus, donner ou retirer quittance et décharge, consentir mentions et subrogations, se désister de tous droits, privilèges, hypothèques, actions résolutoires et autres et faire mainlevée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans paiement ;
- 38 - Représenter la société dans toutes assemblées et réunions auxquelles la société pourrait participer en qualité d'actionnaire, d'obligataire, de porteur de parts ou à tout autre titre, et dans l'administration et la direction de toutes sociétés, associations, groupements dont la société ferait partie au titre d'administrateur, de gérant ou autre, y émettre tous votes, signer toutes feuilles de présence, registres et procès-verbaux, déposer tous titres, accepter et résigner toutes fonctions et tous mandats, les retirer ;
- 39 - Faire aux greffes de tous tribunaux de Commerce toutes déclarations et dépôts prescrits par la loi, requérir toutes inscriptions et modifications au Registre du Commerce ; signer toutes déclarations, retirer tous récépissés, en donner décharge ;

Procéder à l'occasion de la création et de l'existence d'agences, de succursales ou d'établissements, à toutes formalités requises par les lois ou règlements locaux, passer et signer tous actes et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire ; ;

- 40 - Solliciter toutes concessions et, plus généralement, tous titres miniers, conclure et signer toutes conventions y relatives.
- 41 - Déléguer à une ou plusieurs personnes tout ou partie des présents pouvoirs, avec faculté de subdélégation, sans que ces délégations ou subdélégations aient pour effet de le dessaisir des pouvoirs ainsi délégués ou subdélégués, pouvoirs qu'il pourra continuer d'exercer concurremment avec ses délégués ou séparément ; retirer en tout ou partie lesdits pouvoirs ;
- 42 - Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et correspondances, élire domicile et, généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire.
- 43 - Effectuer tous les actes et affaires juridiques qui doivent être conclus ou prendre effet en République d'Equateur, notamment de répondre aux demandes et de remplir les obligations contractées.



4 - DELEGATION DE POUVOIRS DU PRESIDENT AU DIRECTEUR GENERAL EN MATIERE
DE CAUTIONS, AVALS ET GARANTIES

Le Président informe le Conseil qu'il délègue à M. Henri BERGASSE, Directeur Général à compter du 15 Janvier 1990, les pouvoirs qui lui ont été renouvelés lors de la séance du Conseil du 15 Juin 1989 en matière de cautions, avals et garanties, étant précisé que les pouvoirs ainsi subdélégués n'emportent pas dessaisissement de sorte que le Président peut les exercer avec le Directeur Général ou séparément de celui-ci.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 10 heures 30.

Le Président,

Un Administrateur,

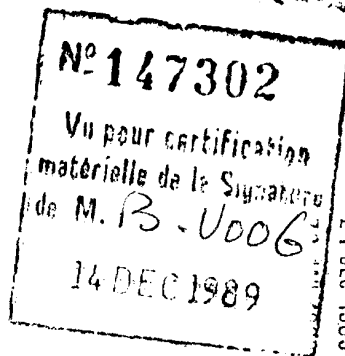
B. VOOG

R. VERNET

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
A L'ORIGINAL

COURBEVOIE, le

LE PRÉSIDENT,



B. VOOG



Vu pour la légalisation de la
Signature apposée de
M. VESCOVAL.....

POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION

G. Olivry
Geneviève OLIVRY

G. VESCOVAL

MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

456904

SIE 3



REPUBLICA DEL ECUADOR

CONSULADO DEL ECUADOR EN PARIS

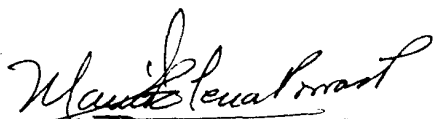
Presentada para legalizar la firma que
antecede, la suscrita M. Elena Porras,
Agregada Consular del Ecuador en Paris,
certifica que es autentica, siendo la
usa la señora Genevieve Olivry.....
en todas sus actuaciones.

Valor de la actuacion : US. \$ 20.

Autenticacion N° 17790.....

Partida Arancelaria 11-13-d.....

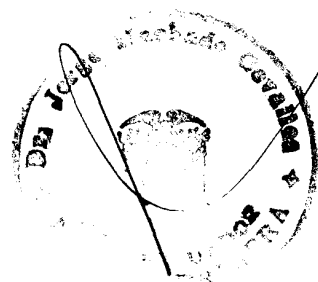
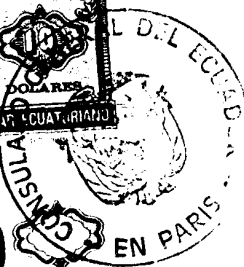
Lugar y Fecha: Paris, 04 de Enero de 1990



MARIA ELENA PORRAS

AGREGADA CONSULAR

CONSULADO GENERAL DEL ECUADOR EN PARIS



ELF AQUITAINE EQUATEUR

Société anonyme au capital de 1.000.000 francs.

SIEGE SOCIAL :

Tour Elf, 2, place de la Coupole
La Défense 6 - 92400 COURBEVOIE
RCS Nanterre : B 309.104.453

DELEGATION DE POUVOIRS

Je soussigné, Bernard VOOG

Président du Conseil d'Administration de la Société ELF AQUITAINE
EQUATEUR,

Société Anonyme au capital de 1.000.000 F

dont le siège social est à Tour ELF, 2 Place de la Coupole,
LA DEFENSE 6 - 92078 COURBEVOIE,

enregistrée sous le N° RCS Nanterre B 309 104 453

agissant en vertu des pouvoirs qui ont été précisés par le Conseil
d'Administration en sa séance du 15 Juin 1989,

déclare consentir à

Monsieur Henri BERGASSE, demeurant Paulaland 3 - J.C. 2591 LA HAYE -
PAYS-BAS

sans limitation les pouvoirs énumérés ci-après :

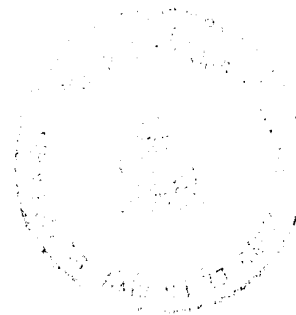
JEAN PIERRE COLLET

TRADUCTEUR INTERPRETE
ESPAGNOL - PORTUGAIS
EXPERT HONORAIRE PRÈS
LA COUR D'APPEL DE PARIS
104, RUE DE LA TOUR - 75213 PARIS

VU "NE VARIETUR"

Traduction conforme à
l'original en langue
française n° 94322

19 DEC. 1989



A - POUVOIRS DE GESTION D'ENGAGEMENT ET D'ORDONNANCEMENT

Pouvoirs d'engagement

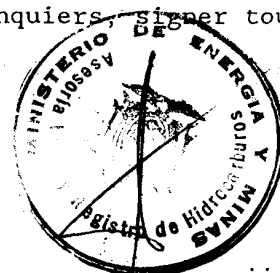
- 1 - Faire toutes opérations de commerce de la société, acheter et vendre toutes marchandises, matières premières, matériels et approvisionnements, faire toutes soumissions, passer tous marchés, solliciter toutes concessions, arrêter et signer tous contrats, les résilier, les modifier ;
- 2 - Passer toutes commandes pour l'agencement des locaux ou immeubles de la société, pour l'achat de mobilier, matériels, voitures ainsi que pour leurs entretien et réparations : passer tous contrats avec les compagnies de transport aérien, maritime et terrestre ainsi qu'avec toutes agences de voyages en vue des déplacements du personnel de la société ;

Pouvoirs d'ordonnancement

- 3 - Donner conformément à la liquidation l'ordre de payer, de facturer ou d'encaisser une prestation ;

B - POUVOIRS DE GESTION FINANCIERE

- 4 - Faire ouvrir tous comptes de chèques postaux, tous comptes en banque et auprès de tous établissements de crédit ;
- 5 - Toucher et recevoir de toutes caisses publiques et privées toutes sommes qui pourraient être dues à la société, en donner quittance ou décharge, payer celles qu'elle devra. Emettre tous chèques, mandats et virements sur toutes caisses publiques et privées, acquitter tous mandats ou chèques sur toutes banques, établissements de crédit, ainsi que sur l'Administration des Postes et Télécommunications ou sur toute autre Administration ;
- 6 - Tirer toutes lettres de change et traites sur les clients et débiteurs de la société ;
- 7 - Accepter toutes délégations, sûretés ou garanties, de quelque nature que ce soit, offertes par tous débiteurs ;
- 8 - Endosser les valeurs remises en paiement, en compte ou en couverture, les remettre à l'encaissement avec bordereaux à tous banquiers, à tous comptes de chèques postaux, pour en être portées au crédit du compte de la société, déposer généralement toutes sommes, valeurs ou titres quelconques sous quelque forme que ce soit ;
- 9 - Remettre tous effets à l'escompte à tous banquiers, signer tous bordereaux d'escompte ;



- 10 - Retirer de toutes banques et établissements de crédit toutes valeurs mobilières quelconques, déposées au nom de la société, sous quelque forme que ce soit ;
- 11 - De toutes valeurs non payées à l'échéance, faire dresser protêts, signifier toutes dénonciations et établir tous comptes de retour ;
- 12 - Accepter et avaliser toutes traites, billets à ordre, effets de commerce et lettres de change ;
- 13 - Négocier au comptant ou à terme toutes devises étrangères ;
- 14 - Entendre, débattre, clore, ou arrêter tous comptes : en fixer les reliquats à l'amiable ;
- 15 - Céder, déléguer ou transporter, ou se faire céder, déléguer ou transporter toutes créances avec ou sans garantie, aux prix et conditions qu'il déterminera ; en toucher et verser le prix, consentir toutes antériorités et préférences, accepter toutes propositions et demandes de délai, de réduction de créances de la part des débiteurs, signer et accepter tous arrangements et atermoiements amiables ; à défaut de paiement, comme aussi en cas de contestation quelconque, exercer toutes les poursuites nécessaires ; en conséquence, citer et comparaître devant toutes juridictions, traiter, transiger, se concilier, assigner et défendre tous tribunaux compétents, produire à tous ordres et distributions, toucher le montant des collocations au profit de la société, en donner quittance et décharge ;
- 16 - Contracter tous emprunts à l'exclusion des emprunts émis auprès du public ;
- 17 - Constituer tous dépôts, toutes marges ou toutes garanties ;
- 18 - Souscrire tous engagements de caution ou d'aval pour toutes opérations intéressant la société dans la limite des pouvoirs conférés chaque année par le Conseil d'Administration ;
- 19 - Recevoir, sous quelque forme que ce soit, souscrire ou acheter tous titres ou valeurs même non libérés, vendre, céder ou transférer tous titres ou valeurs libérés ou non libérés, constituant le portefeuille de la société .

C - POUVOIRS DE GESTION DE PERSONNEL

- 20 - Assumer le fonctionnement de la société et, à cet effet, organiser et diriger les services administratifs, techniques et commerciaux et signer la correspondance.

Effectuer toutes opérations administratives nécessaires pour en assurer la bonne marche.



- 21 - Consentir, effectuer tous prêts ou avances se rattachant directement ou indirectement à l'activité sociale (agents, organismes sociaux de la société, etc...) assortis, le cas échéant de toutes garanties jugées utiles ;
- 22 - Nommer et révoquer tous agents de la société et fixer leur statut ; notamment leurs fonctions, leur rémunération, les conditions de leur recrutement et de la cessation de leurs activités ;
- 23 - Représenter en général la société en tout ce qui concerne ses rapports avec le personnel ;
- 24 - Couvrir tous agents de la société par toutes assurances permanentes ou temporaires, les affilier à toutes caisses et organismes de Sécurité Sociale, de Retraites et de Prévoyance ou à tous autres organismes privés ou publics jugés utiles ou imposés par la loi.

D - POUVOIRS DE GESTION DE PROPRIETE INDUSTRIELLE

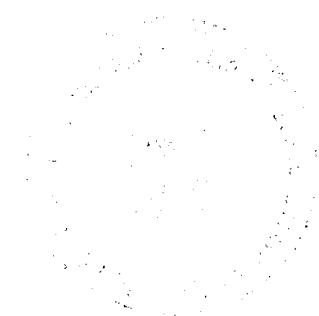
- 25 - Acquérir, aliéner, concéder, abandonner entièrement ou partiellement toutes marques, brevets, licences de marques ou de brevets ; déposer tous modèles, marques de fabrique, procédés et demandes de brevet.

E - POUVOIRS D'ADMINISTRATION GENERALE

- 26 - Représenter la société vis-à-vis des tiers et auprès de tous Gouvernements et Ministères ou de toutes villes, municipalités et administrations. Remplir toutes formalités concernant les administrations publiques et privées ; signer toutes déclarations, souscrire tous engagements, payer tous droits, taxes et redevances, introduire toutes demandes en exonération, réductions ou remises, présenter et signer toutes pétitions ainsi que tous mémoires ;
- 27 - Conclure toutes opérations immobilières telles aliénations, acquisitions, échanges, prises à bail, locations de tous terrains et immeubles, promesses de ventes, options, qu'elles que soient leur nature et leur importance, cette énumération étant énonciative et non limitative ; et aux effets ci-dessus signer tous compromis, tous actes et pièces quelconques ;
- 28 - Prendre à bail, par voie de bail direct, de cession ou de sous-location, même par voie d'adjudication, aux charges et conditions qu'il avisera, tous locaux et immeubles, accomplir tous actes de gérance y relatifs ; obliger la société au paiement des loyers et à l'exécution de toutes charges et conditions des baux et locations, les modifier ou les résilier, consentir et résilier tous baux et locations avec ou sans promesse de vente ;



- 29 - Conclure toutes opérations sur biens meubles corporels telles que notamment aliénations, acquisitions, échanges, promesses de vente, options, quelles que soient leur nature et leur importance, cette énumération étant énonciative et non limitative, et aux effets ci-dessus, signer tous actes et pièces quelconques ;
- 30 - Contracter ou résilier toutes polices ou contrats d'assurances concernant les risques de toute nature ; en cas de sinistre, débattre, clore et arrêter le chiffre de toutes indemnités, les toucher ;
- 31 - Retirer de la poste les lettres ou paquets chargés, recommandés ou non, adressés à la société ;
- 32 - De toutes entreprises de transport, chemin de fer ou autres, retirer tous paquets, colis et marchandises quelconques, faire le retrait de tous dépôts, donner du tout décharge ;
- 33 - Retirer toutes marchandises en consignation de douane, faire toutes déclarations à cet effet et prendre tous engagements, signer tous acquits et bordereaux, acquitter tous droits, demander tous dégrèvements ;
- 34 - Contracter tous abonnements pour l'eau, le gaz, l'électricité, les services téléphoniques et télégraphiques ;
- 35 - Généralement, agir et comparaître en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant, devant tous tribunaux et juridictions compétents, traiter, transiger, compromettre, se concilier ; nommer tous arbitres, tiers arbitres et experts ; faire exécuter tous jugements, arrêts ou sentences par voies et moyens de droit ;
- 36 - En cas de faillite de la part des débiteurs, prendre part à toutes les assemblées ou délibérations de créanciers, produire et affirmer toutes créances, nommer tous agents, liquidateurs et syndics provisoires ou définitifs, signer tous concordats et contrats d'union, faire toutes remises de dettes, accepter toutes cessions, transports, délégations et abandons de biens, meubles et immeubles ;
- 37 - De toutes sommes reçues ou constatées payées, de tous titres remis ou reçus, donner ou retirer quittance et décharge, consentir mentions et subrogations, se désister de tous droits, privilèges, hypothèques, actions résolutoires et autres et faire mainlevée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements quelconques, le tout avec ou sans paiement ;



MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

- 38 - Représenter la société dans toutes assemblées et réunions auxquelles la société pourrait participer en qualité d'actionnaire, d'obligataire, de porteur de parts ou à tout autre titre, et dans l'administration et la direction de toutes sociétés, associations, groupements dont la société ferait partie au titre d'administrateur, de gérant ou autre, y émettre tous votes, signer toutes feuilles de présence, registres et procès-verbaux, déposer tous titres, accepter et résigner toutes fonctions et tous mandats, les retirer ;
- 39 - Faire aux greffes de tous tribunaux de Commerce toutes déclarations et dépôts prescrits par la loi, requérir toutes inscriptions et modifications au Registre du Commerce ; signer toutes déclarations, retirer tous récépissés, en donner décharge ;
- Procéder à l'occasion de la création et de l'existence d'agences, de succursales ou d'établissements, à toutes formalités requises par les lois ou règlements locaux, passer et signer tous actes et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire ;
- 40 - Solliciter toutes concessions et, plus généralement, tous titres miniers, conclure et signer toutes conventions y relatives.
- 41 - Déléguer à une ou plusieurs personnes tout ou partie des présents pouvoirs, avec faculté de subdélégation, sans que ces délégations ou subdélégations aient pour effet de le dessaisir des pouvoirs ainsi délégués ou subdélégués, pouvoirs qu'il pourra continuer d'exercer concurremment avec ses délégués ou séparément ; retirer en tout ou partie lesdits pouvoirs ;
- 42 - Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et correspondances, élire domicile et, généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

- 43 - Effectuer tous les actes et affaires juridiques qui doivent être conclus ou prendre effet en République d'Equateur, notamment afin de répondre aux demandes et de remplir les obligations contractées ;

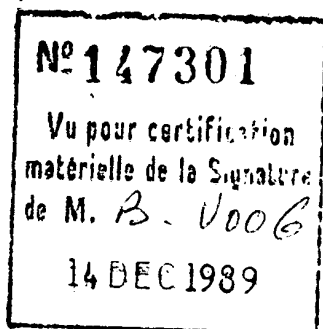
Vu pour la légalisation de la
Signature apposée de

POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION



Geneviève OLIVRY

Fait à Courbevoie, en trois originaux
le 11 Décembre 1989



Lu et approuvé. Bon jour jour

B. VOOGE



POUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DE GUADELOUPE

G. VESCOVALI



JEAN PIERRE COLLET
TRADUCTEUR INTERPRÈTE
ESPAGNOL - PORTUGAIS
EXPERT HONORAIRE PRÈS
LA COUR D'APPEL DE PARIS
103, RUE DE LA TOUR - 75110 PARIS

VU "NE VARIETOR"
Traduction conforme à
l'original en langue
française n° 94322

19 DEC. 1989

[Signature]
[Signature]

REPUBLICA DEL ECUADOR

CONSULADO DEL ECUADOR EN PARIS

Presentada para legalizar la firma que
antecede, la suscrita M. Elena Porras,
Agregada Consular del Ecuador en Paris,
certifica que es autentica, siendo la
cuya la señora Genevieve Olivry.....
en todas sus actuaciones.

Valor de la actuacion : US.\$ 30.-.....

Autenticacion N° 21/90.....

Partida Arancelaria 11-13-d.....

Lugar y Fecha: Paris, 04 de Enero de 1990

[Signature]
MARIA ELENA PORRAS

AGREGADA CONSULAR

CONSULADO GENERAL DEL ECUADOR EN PARIS



ELF AQUITAINE EQUATEUR

sociedad anonima con capital de 1.000.000 F

Oficina de Paris:

direccion postal, Tour ELF Cedex 45

92078 Paris La Defense

Tel. 33 (1) 47.44.45.46 telex elfa 615400F



A T E S T A D O

Yo infrascrito, Bernard VOOG

Presidente del Consejo de Administración de la sociedad
ELF AQUITAINE EQUATEUR,

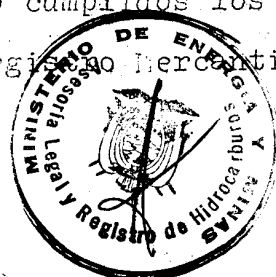
Sociedad Anonima con capital de 1.000.000 F

cuya sede social radica en Tour ELF, Place de la Coupole, 2,
LA DEFENSE 6 - 92078 COURMAYEUR,

matriculada con el n° Reg. Com. Loc. Nanterre B 309.104.453,
actuando en virtud de los poderes que han sido precisados por
el Consejo de Administración en su sesión de 15 de Junio de
1989 :

atestiguo que :

- En consecuencia del nombramiento por el Consejo de Administración del Sr Henri BERGASSE en calidad de Director General a contar del 15 de Enero de 1990, el Sr Henri BERGASSE está autorizado para representar ELF AQUITAINE EQUATEUR en la República del Ecuador y a comprometer la responsabilidad de la Sociedad para todos actos y contratos en el Ecuador, siendo entendido que todos estos poderes se harán efectivos en el Ecuador en la fecha en la cual hubieran sido cumplidos los requisitos de registro obligatorio en el "Registro Mercantil" de la comarca de Quito ;



COPIA
TRADUCCION AUTENTICA
EQUATEUR
EXEMPLE D'UN
LA COTE D'AZUR - 06 10 10 10
104, RUE DE LA TOUR - 75010 PARIS

[Signature]

VU "NEVARITUR"
Traduction conforme à
l'original: en langue
française 14324

19 DEC. 1989

COPIA
TRADUCCION AUTENTICA
EQUATEUR
EXEMPLE D'UN
LA COTE D'AZUR - 06 10 10 10
104, RUE DE LA TOUR - 75010 PARIS

COLLET
 ANTHOPIE
 ANTHOPIE
 ANTHOPIE
 ANTHOPIE
 ANTHOPIE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

- simultanément el Consejo revoca los poderes delegados anteriormente al Sr Didier AUBIN por el Presidente el 6 de Enero de 1987, y tales como se ven registrados en el "Registro Mercantil" de la Comarca de Quito, el 15 de Abril de 1987 ;
- hasta la fecha de registro encima mencionada de los poderes del Sr Henri BERGASSE los poderes del Sr Didier AUBIN continuarán de dar fé legalmente en el Ecuador.

Dado en París,

a 14 de Diciembre de 1989

El Presidente

-firmado- B. VOOG

. Com. Soc. Nanterre B 309 104 453
 e Social Tour Elf, Place de la Coupole, 2
 Défense 6 - 92078 Courbevoie (Hauts de Seine)

N° 14729

Visto para certificación material de la firma
 del Sr B. VOOG

14 de Diciembre de 1989

P. el Presidente de la Cámara de Comercio e Industria
 de París. -firmado- G. VESCOVAJI

Sello Cámara de Comercio e Industria de París

JEAN PIERRE COLLET
 TRADUCTEUR INTERPRÈTE
 ESPAGNOL - FRANÇAIS
 EXPERT HONORAIRE
 104, RUE DE LA TOUR - 75009 PARIS

VU "NE VARIETUR"
 Traduction conforme à
 l'original en langue
 française n° 94325

19 DEC. 1989

Le Ministre des Affaires Étrangères
 certifie que la présente traduction de
 l'acte public, ci-joint, a été effectuée
 par un traducteur juré.

Geneviève OLIVRY





REPUBLICA DEL ECUADOR

CONSULADO DEL ECUADOR EN PARIS

Presentada para legalizar la firma que
antecede, la suscrita M. Elena Porras,
Agregada Consular del Ecuador en Paris,
certifica que es autentica, siendo la
usa la señora Geneviève Olivier.....
en todas sus actuaciones.

Valor de la actuacion : US. \$ 20.-.....

Autenticacion N° 28-90.....

Partida Arancelaria 11-153.....

Lugar / Fecha: Paris, 04 de Enero de 1990



Maria Elena Porras
MARIA ELENA PORRAS
AGREGADA CONSULAR
CONSULADO GENERAL DEL ECUADOR EN PARIS



CORRAL, CHIRIBOGA & ROSALES

ABOGADOS

DR. FRANCISCO ROSALES RAMOS
DR. FEDERICO CHIRIBOGA V.
DR. JULIO CORRAL BORRERO

ROBLES 653 PISO 12
TELEFONOS: 563-078 561-708 561-707
CASILLA 176-A
TELEX: 22978 SALES ED
TELEFAX: (593-2) 503-743
CABLES: SALES
QUITO - ECUADOR

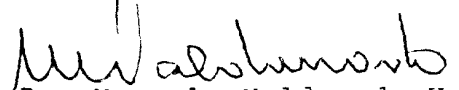
SEÑOR JUEZ DE LO CIVIL:

Dr. Marcelo Maldonado V., Abogado, mayor de edad, casado, domiciliado en Quito, a usted respetuosamente me presento con la siguiente demanda de traducción judicial. Acompaño en 15 fojas útiles, redactadas en francés la documentación que hace relación al poder otorgado por la compañía ELF AQUITAINE EQUATEUR, en favor del Sr. Henri Bergasse, así como de la revocatoria hecha al Sr. Didier Aubin, para que conforme a la Ley, se digne ordenar su traducción al castellano por medio de un perito traductor. Me permito insinuar el nombre del Sr. Marco Zurita para que actúe como perito. Se dignará también conforme lo dispuesto por el Art. 32 de la Ley de Registro, calificar el documento por ser otorgado en el extranjero.

La cuantía es indeterminada.

Notificaciones las recibiré en la casilla judicial N. 857.

Atentamente,


Dr. Marcelo Maldonado V.
Matrícula N° 1241.

Presentado hoy día lunes ocho de enero de mil novecientos noventa, a las nueve horas, con una copia. Certifico.


EL SECRETARIO

JUZGADO OCTAVO DE LO CIVIL:

Quito, enero 8 de 1990. Las 11 horas. VISTOS.- La petición que antecede es clara y precisa, y reúne los requisitos de ley; en consecuencia, se acepta a trámite. Nómbrase como perito al Sr. Marco Zurita, quien previa las formalidades de ley, tomará posesión de su cargo el día martes 9 de los corrientes a las 9 horas. Al perito se le concede el término de 2 días para que presente su informe. Conforme lo solicita, se califica la legalidad del documento presentado. Tómese en cuenta



el casillero judicial señalado. Notifíquese.

En Quito, a ocho de enero de mil novecientos noventa, a las quince horas, notifiqué la providencia que antecede al Dr. Marcelo Maldonado en persona, quien impuesto de su contenido, se conforma con el mismo. Certifico.

EL SECRETARIO

En Quito, a nueve de enero de mil novecientos noventa, a las nueve horas, ante el Dr. Nelson Navas Cisneros, Juez Octavo de lo Civil de Pichincha, y el suscrito Secretario, comparece el Sr. Marco Zurita con el objeto de posesionarse de su cargo de perito traductor. Al efecto, previas las formalidades de ley, jura desempeñarlo bien y legalmente. Para constancia de lo expresado, firma el compareciente conjuntamente con el señor Juez y el Secretario que certifica.

EL JUEZ

EL COMPARECIENTE

EL SECRETARIO



Señor Juez de lo Civil:

Marco Zurita V., perito traductor, debidamente juramentado, presento ante usted el siguiente informe:

"ELF AQUITAINE EQUATEUR

Sociedad Anónima con capital de 1'000.000 de Francos

Sede Social: Tour ELF, Place de la Coupole, 2

La Défense 6 - COURBEVOIE (Hauts de Seine)

Reg. Com. Soc. NANTERRE B 309 104 453 (80 B 16547)

N. SIRET 309 104 453 00027

APE 0511

CONSEJO DE ADMINISTRACION

Sesión N. 36 de 11 de diciembre de 1989

ACTA

El Consejo de Administración de la Sociedad ELF AQUITAINE EQUATEUR se reunió el lunes 11 de diciembre de 1989 a las 9 horas, en la sede social, Tour ELF, Place de la Coupole, 2, Courbevoie (Hauts de Seine) al efecto de deliberar sobre el siguiente orden del día:

1. Aprobación del acta de la sesión N. 34 de 15 de junio de 1989.
2. Dimisión del Director General y elección de un administrador.
3. Nombramiento del Director General y determinación de sus poderes.
4. Delegación de poderes del Presidente al Director General en materia de fianzas, avales y garantías.
5. Cuestiones varias.

Consta del registro de asistencia, firmado por los Administradores a su entrada a la sesión, que:



ESTABAN PRESENTES

Sres. Bernard VOOG
Frédéric ISOARD
René VERNET
La SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE
(representada por el Sr. Max SADOUN)
Sr. Henri BERGASSE

Presidente
Administrador
Administrador

Administrador
Administrador y
Director General
(elegido durante
la sesión).

ESTABAN PRESENTES Y EXCUSADOS

Sres. Didier AUBIN

Frédéric CEGARRA
Société CASTEL, JACQUET et Associés

Administrador, Di-
rector General
Administrador
Comisario de
Cuentas

ASISTIA TAMBIEN A LA SESION

Sra. CHEVALIER d'IVOI, que desempeñaba la secretaría de la sesión.

Al abrir la sesión, el Presidente constata y declara que más de la mitad de los administradores está presente, y que el Consejo puede así válidamente deliberar.

Luego comienza el orden del día.

1. APROBACION DEL ACTA DE LA SESION PRECEDENTE

El acta de la sesión N. 34 de 15 de junio de 1989 está aprobada sin modificación.

2. DIMISION DEL DIRECTOR GENERAL Y ELECCION DE UN ADMINISTRADOR

El Presidente comunica a los vocales del Consejo la dimisión del Sr. Didier AUBIN de su cargo de administrador y de Director General, a partir del 15 de enero de 1990.

El Presidente, en nombre del Consejo de Administración, toma nota de esta dimisión; agradece al Sr. Didier AUBIN de la eficacia de su



participación en las actividades de la Sociedad, y expresa sentir mucho su salida del Consejo.

Luego, el Presidente propone al Consejo designar un nuevo administrador. Después de deliberar, el Consejo elige por unanimidad al Sr. Henri BERGASSE, que reside en Paulaland 3 - J.C. 2591 LA HAYA, Países Bajos, administrador a título provisional en reemplazo del Sr. Didier AUBIN por el tiempo que resta para la finalización del cargo de este último, o sea, hasta la terminación de la Junta General Ordinaria que se celebrará en el año 1990 para resolver sobre las cuentas del ejercicio 1989. Dicha elección será sometida a la ratificación de la más próxima Junta General Anual.

El Sr. Henri BERGASSE, nuevo administrador, fue entonces invitado a participar en la reunión del Consejo y declara aceptar las funciones que acaban de serle confiadas. Luego, después de agradecer al Consejo por la confianza que le manifiesta, declara que no ejerce o no ha ejercido función alguna y no está inhibido de medida alguna que pueda impedirle ejercer las funciones de administrador de la sociedad.

3. NOMBRAMIENTO DEL DIRECTOR GENERAL Y DETERMINACION DE SUS PODERES

Luego, el Presidente, pide al Consejo que designe nuevo Director General. Considerando su propuesta, el Consejo confiere mandato al Sr. Henri BERGASSE al efecto de asistir al Presidente en calidad de Director General a partir del 15 de enero de 1990, y le delega los mismos poderes que los ejercitados por el Presidente, estando precisado que los poderes así delegados no llevan consigo desposeimiento, de tal modo que el Presidente puede ejercerlos con el Director General o separadamente de éste.

El Consejo autoriza al Sr. Henri BERGASSE para representar a ELF AQUITAINE EQUATEUR en la República del Ecuador y a comprometer la responsabilidad de la Sociedad para todos los actos y contratos en el Ecuador.

El Consejo autoriza al Director General a delegar todo o parte de los poderes que le son conferidos. Además, el Director General puede consentir a su o a sus mandatarios a delegar el poder o los poderes



transmitidos, debiendo dicha delegación, en cualquier caso, ser parcial y temporal.

Extensión de los poderes al Director General

A PODERES DE GESTION DE COMPROMISO Y DE ORDENACION DE PAGOS

Poderes de contratación

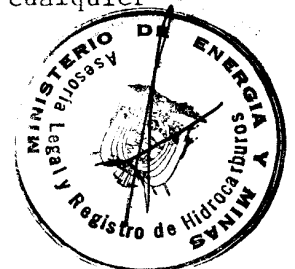
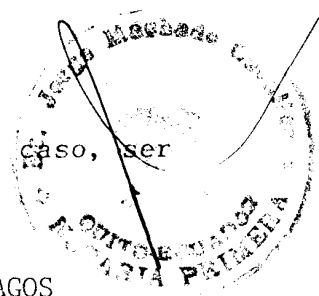
1. Hacer todas las operaciones de comercio de la sociedad, comprar y vender cualquier mercancía, materia prima, material y suministros, participar en cualquier licitación, otorgar todos los convenios, solicitar cualquier concesión, concertar y firmar cualquier contrato, rescindirlo y modificarlo;
2. Hacer cualquier pedido para la instalación de los locales o inmuebles de la sociedad, para la compra de mobiliario, materiales, carros, así como para su conservación y reparación; firmar los contratos con las compañías de transporte aéreo, marítimo y terrestre, así como con las agencias de viaje, en vista del desplazamiento del personal de la sociedad.

zoderes de ordenación de pagos

3. De conformidad con la liquidación, dar la orden de pago, de factura o de cobro de una prestación;

B- PODERES DE GESTION FINANCIERA

4. Abrir cualquier cuenta de cheques postales, cuentas bancarias y cuentas en los establecimientos de crédito.
5. Cobrar y recaudar de cualquier institución pública o privada cualquier suma que podría ser adeudada a la sociedad, dar finiquito o descargo de ella y pagar las sumas debidas por la sociedad. Emitir todos los cheques, órdenes de pago y giros sobre cualquier entidad pública o privada, pagar cualquier orden de pago o cheques sobre cualquier banco y establecimiento de crédito, así como sobre la Administración de Correos y Telecomunicaciones o sobre cualquier otra institución.
6. Girar cualquier letra de cambio y orden de pago sobre los clientes y deudores de la sociedad.
7. Aceptar cualquier delegación, seguro o garantía de cualquier naturaleza, ofrecidas por cualquier deudor.



8. Endosar los valores entregados en pago, en cuenta o en garantía, remitirlos para cobranza con factura a cualquier banquero, a cualquier cuenta de giros postales, para que sean acreditados en la cuenta de la sociedad; y de manera general, depositar cualquier valor, cantidad o título bajo la forma que fuere;
9. Entregar cualquier obligación de descuento a cualquier banquero, firmar cualquier factura de descuento;
10. Sacar de cualquier banco y establecimiento de crédito cualquier valor mobiliario depositado en nombre de la sociedad, de la forma que fuere.
11. En cuanto a los valores no pagados al vencimiento, extender protestos, notificar cualquier denuncia y establecer cualquier cuenta de reintegro.
12. Aceptar y avalar cualquier orden de pago, pagarés, efectos de comercio y letras de cambio.
13. Negociar al contado o a plazos cualquier divisa extranjera.
14. Entender, discutir, cerrar o liquidar cualquier cuenta; fijar los saldos de común acuerdo;
15. Ceder, delegar o transferir, o hacerse ceder, delegar o transferir cualquier deuda reconocida con o sin garantía, a los precios y condiciones que determinará; cobrar y pagar su precio, conceder cualquier anterioridad y preferencia, aceptar cualquier propuesta y solicitud de plazo, de reducción de deuda por parte de los deudores, firmar y aceptar cualquier arreglo y prórroga de común acuerdo; en caso de falta de pago o también en caso de cualquier impugnación, ejercer todas las diligencias necesarias; en consecuencia, citar y comparecer ante cualquier jurisdicción, negociar, tranzar, consignar, emplazar y defender ante cualquier tribunal competente, producir ante cualquier orden y distribución, cobrar el importe de los créditos en provecho de la sociedad, dar recibo y descargo.
16. Contratar cualquier empréstito, a excepción de aquellos emitidos ante el público.
17. Constituir cualquier depósito, margen o garantía.



18. Suscribir cualquier compromiso de fianza o aval para cualquier operación, comprometiendo solamente a la sociedad en el límite de los poderes conferidos cada año por el Consejo de Administración;

19. Recaudar en cualquier forma, suscribir o comprar cualquier título o valor liberado o sin liberar, y que constituya la cartera de la sociedad.

-PODERES DE ADMINISTRACION DEL PERSONAL

20. Asumir el funcionamiento de la sociedad, y con este fin, organizar y dirigir los servicios administrativos, técnicos y comerciales, y firmar la correspondencia;

21. Otorgar y efectuar cualquier préstamo o anticipo relacionado directa o indirectamente con la actividad social (personal, organismos sociales de la sociedad, etc....) y si fuera el caso, con las garantías pertinentes.

22. Nombrar y despedir a cualquier persona de la sociedad y fijar su estatuto, como su función, remuneración, condiciones de su contratación y cesación de actividades;

23. Representar de modo general a la sociedad en todo lo que se refiere a sus relaciones con el personal;

24. Proteger a todo el personal de la sociedad, mediante todos los seguros permanentes o temporales, afiliarle a todos los Institutos y organismos de Seguridad Social, de Retiros y de Previsiones, o a cualquier organismo privado o público pertinente.

D- PODERES DE GESTION DE PROPIEDAD INDUSTRIAL

25. Adquirir, enajenar, conceder, abandonar entera o parcialmente cualesquiera marcas, patentes, licencias de marcas o de patentes; depositar todos los modelos, marcas de fábrica, procedimientos y demandas de patente.

E - PODERES DE ADMINISTRACION GENERAL

26. Representar a la sociedad para con terceros y todos los Gobiernos y Ministerios en todas las ciudades, municipalidades y administraciones. Cumplir con todos los requisitos relativos a las Administraciones públicas y privadas; firmar todas las declaraciones, suscribir todos los compromisos, pagar todos los derechos, tasas



censos, introducir todas las demandas de exoneración, reducciones o condonaciones, presentar y firmar todas las peticiones, así como todos los informes.

27. Concertar todas las obligaciones inmobiliarias tales como enajenaciones, adquisiciones, permutas, tomas de arriendo, arriendos de todos los terrenos e inmuebles, promesas de venta, opciones, cualesquiera que sea su naturaleza y su importancia, siendo dicha enumeración enunciativa y no limitativa, y para los efectos enunciados anteriormente, firmar todos los compromisos, todas las escrituras y cualesquiera documentos;

28. Tomar en arriendo, por vía de arriendo directo, de cesión o de subarriendo, aún por vía de adjudicación, mediante las cargas y condiciones que considerará pertinentes, cualquier local o inmueble, cumplir con todos los actos de gerencia respectivos; obligar a la sociedad al pago de las rentas y a la ejecución de todas las cargas y condiciones de los arriendos y alquileres, modificarlos o resolverlos, consentir y resolver cualesquiera arriendos y alquileres con o sin promesa de venta;

29. Concertar todas las operaciones sobre bienes muebles corporales, tales como particularmente enajenaciones, adquisiciones, permutas, promesas de venta, opciones, cualesquiera que sean su naturaleza y su importancia; dicha enumeración será enunciativa y no limitativa, y para los efectos arriba enunciados, firmar todas las escrituras y documentos cualesquiera.

30. Contratar o rescindir todas las pólizas o contratos de seguros relativos a los riesgos de cualquier naturaleza; en caso de siniestros, discutir, cerrar y determinar la cifra de todas las indemnizaciones, cobrarlas;

31. Sacar del correo las cartas o paquetes de valores declarados, certificados o no, dirigidos a la sociedad.

32. De todas las empresas de transporte, ferrocarril u otras, sacar todos los paquetes, bultos y mercancías cualesquiera; retirar todos los depósitos, dar descargo de todo.



33. Retirar todas las mercancías en consignación de aduana, hacer todas las declaraciones con este fin y tomar todos los compromisos, firmar todos los recibos y estados, pagar todos los derechos, pedir todas las desgravaciones.

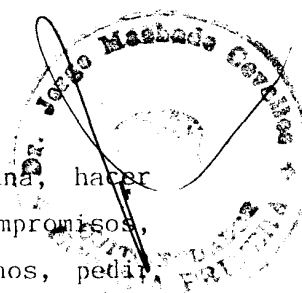
34. Contratar todos los servicios para agua, gas, electricidad, servicios telefónicos y telegráficos;

35. De modo general, actuar y comparecer en justicia en nombre de la sociedad, tanto en calidad de demandante como en calidad de demandado, ante todos los tribunales y jurisdicciones competentes, tratar, transigir, comprometer, conciliarse; nombrar todos los árbitros, terceros árbitros y peritos; hacer ejecutar todas las sentencias, autos o fallos por vías y medios de derecho;

36. En caso de quiebra de deudores, participar en todas las juntas o deliberaciones de acreedores, asumir créditos y confirmarlos, nombrar todos los agentes, liquidadores y síndicos provisorios o en definitiva, firmar todos los convenios y contratos de conjunto de acreedores, hacer todas las condonaciones de deudas, aceptar todas las cesiones, traspasos, delegaciones y abandonos de bienes, muebles e inmuebles;

37. De todas las sumas recibidas o constatadas pagadas, de todos los títulos entregados o recibidos, dar o retirar recibo o descargo, consentir menciones y subrogaciones, desistirse de todos los derechos, privilegios, hipotecas, acciones resolutorias y otras y hacer desembargo de todas las inscripciones, embargos, oposiciones y otros impedimentos cualesquiera, todo ésto con o sin pago.

38. Representar a la sociedad en todas las Juntas y reuniones en las cuales la sociedad podría participar en calidad de accionista, obligacionista, tenedor de título o con cualquier otra calidad y en la administración y la dirección de todas las sociedades, asociaciones, agrupaciones en que la sociedad participaría como administradora, gerente o de otro modo, y emitir todos los votos, firmar todas las listas de asistencia, registros y actos, depositar todo los títulos, aceptar y renunciar a todas las funciones y a todos los mandatos, retirarlos;



39. Hacer en las Notarías de todos los tribunales de comercio todas las declaraciones y depósitos prescritos por la ley, requerir todas las inscripciones y modificaciones en el Registro de Comercio: firmar todas las declaraciones, retirar todos los resguardos, dar descargo; Efectuar con motivo de creación y de existencia de agencias, de sucursales o de establecimientos, todos los requisitos exigidos por las leyes o reglamentos locales, otorgar y firmar todas las escrituras y de modo general, hacer todo lo que sea útil y necesario.

40. Solcitar todas las concesiones y más generalmente, todos los títulos mineros, concertar y firmar todos los convenios relativos.

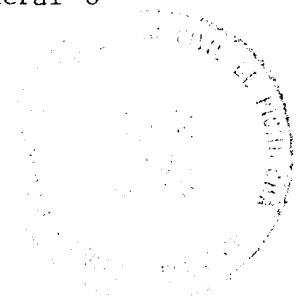
41. Delegar a una o a varias personas todo o parte de los presentes poderes, con facultad de subdelegación, sin que tales delegaciones o subdelegaciones tengan por efecto de desposeerle de los poderes así delegados o subdelegados, poderes que podrá continuar ejerciendo conjuntamente con sus delegados o separadamente; retirar en todo o en parte dichos poderes;

42. Para los efectos enunciados anteriormente, otorgar y firmar todas las escrituras y correspondencias, constituir domicilio legal, y de modo general, hacer todo lo que sea útil y necesario.

43. Efectuar cualesquiera actos y negocios jurídicos que hayan de celebrarse y surtir efecto en la República del Ecuador, particularmente con el fin de contestar demandas y cumplir con las obligaciones contraídas.

4. DELEGACION DE PODERES DEL PRESIDENTE AL DIRECTOR GENERAL EN MATERIA DE FIANZAS, AVALES Y GARANTIAS

El Presidente comunica al Consejo que delega al Sr. Henri BERGASSE, Director General, a partir del 15 de enero de 1990, los poderes que le han sido renovados en la sesión en la sesión del Consejo de 15 de junio de 1989 en materia de fianzas, avales y garantías, sabiendo que los poderes así subdelegados no llevan consigo desposeimiento, de tal modo que el Presidente pueda ejercerlos con el Director General o separadamente de éste.



Terminado el orden del día, y sin que nadie pida la palabra, se levanta la sesión a las 10 horas y 30 minutos. El Presidente G. VOOG. Un Administrador R. VERNET.

Hay un sello que dice: PARA COPIA CERTIFICADA CONFORME AL ORIGINAL Courbevoie, a El Presidente: firmado B. VOOG.

Hay otro sello que dice: N. 147302. Visto para certificación material de la firma del Sr. B. Voog.- 14 de diciembre de 1989. - Hay otro sello que dice Por el Presidente de la Cámara de Comercio e Industria de París. G. VESCOVALI. Sello Cámara de Comercio e Industria de París. Hay otro sello que dice: Visto para la legalización de la firma adjunta de M. VESCOVALI. - firmado P. el Ministro y por delegación, Geneviève OLIVRY. Sello del Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Francesa. Hay otro sello que dice: 456904 Ministerio de Relaciones Exteriores. 21 de diciembre de 1989. Sello República Francesa 010. Hay otro sello que dice: REPUBLICA DEL ECUADOR. CONSULADO DEL ECUADOR EN PARIS. Presentada para legalizar la firma que antecede, la suscrita M. Elena Porras, Agregada Consular del Ecuador en París, certifica que es auténtica, siendo la que usa la señora Genevieve Olivry..... en todas sus actuaciones. Valor de la actuación. US\$30..... Autenticación N. 17/90.... Partida Arancelaria II-13-d..... Lugar y Fecha: París, 04 de enero de 1990. -firma- María Elena Porras, Agregada Consular. Consulado General del Ecuador en París. Hay otro sello que dice CONSULADO GENERAL DEL ECUADOR EN PARIS.

ELF AQUITAINE EQUATEUR

Sociedad Anónima con capital de 1'000.000 francos

SEDE SOCIAL:

TOUR ELF, Place de la Coupole, 2

LA DEFENSE 6- 92400 COURBEVOIE

Reg. Com. Soc. Nanterre: B 309 104 453



DELEGACION DE PODERES

Yo, infrascrito, Bernard VOOG, Presidente del Consejo de Administración de la Sociedad ELF AQUITAINE EQUATEUR, Sociedad Anónima con capital de 1'000.000 Francos cuya sede social está en Tour ELF, Place de la Coupole, 2, LA DEFENSE 6 - 92078 COURBEVOIE, matriculada con el N. Reg. Com. Soc. Nanterre B 309 104 453 actuando en virtud de los poderes que han sido precisados por el Consejo de Administración en su sesión de 15 de junio de 1989, declaro consentir al Sr. Henri BERGASSE, que reside en Paulaland 3 - J.C. 2591 LA HAYA, PAISES BAJOS, sin limitación los poderes más adelante enumerados:

Hay un sello que dice; JEAN PIERRE COLLET, traductor intérprete español portugués. Experto honorario del Tribunal de Apelaciones de París. 104 Rue de la Tour -75116 París. Hay otro sello que dice: Visto: "Sin modificación". Traducción conforme al original en lengua francesa N. 94323. 19 de diciembre de 1989. f. ilegible.

A PODERES DE GESTION DE COMPROMISO Y DE ORDENACION DE PAGOS

Poderes de contratación

1. Hacer todas las operaciones de comercio de la sociedad, comprar y vender cualquier mercancía, materia prima, material y suministros, participar en cualquier licitación, otorgar todos los convenios, solicitar cualquier concesión, concertar y firmar cualquier contrato, rescindirlo y modificarlo;
2. Hacer cualquier pedido para la instalación de los locales o inmuebles de la sociedad, para la compra de mobiliario, materiales, carros, así como para su conservación y reparación; firmar los contratos con las compañías de transporte aéreo, marítimo y terrestre, así como con las agencias de viaje, en vista del desplazamiento del personal de la sociedad.

Poderes de ordenación de pagos

3. De conformidad con la liquidación, dar la orden de pago, de factura o de cobro de una prestación;



B- PODERES DE GESTION FINANCIERA

4. Abrir cualquier cuenta de cheques postales, cuentas bancarias y cuentas en los establecimientos de crédito.
5. Cobrar y recaudar de cualquier institución pública o privada cualquier suma que podría ser adeudada a la sociedad, dar finiquito o descargo de ella y pagar las sumas debidas por la sociedad. Emitir todos los cheques, órdenes de pago y giros sobre cualquier entidad pública o privada, pagar cualquier orden de pago o cheques sobre cualquier banco y establecimiento de crédito, así como sobre la Administración de Correos y Telecomunicaciones o sobre cualquier otra institución.
6. Girar cualquier letra de cambio y orden de pago sobre los clientes y deudores de la sociedad.
7. Aceptar cualquier delegación, seguro o garantía de cualquier naturaleza, ofrecidas por cualquier deudor.
8. Endosar los valores entregados en pago, en cuenta o en garantía, remitirlos para cobranza con factura a cualquier banquero, a cualquier cuenta de giros postales, para que sean acreditados en la cuenta de la sociedad; y de manera general, depositar cualquier valor, cantidad o título bajo la forma que fuere;
9. Entregar cualquier obligación de descuento a cualquier banquero, firmar cualquier factura de descuento;
10. Sacar de cualquier banco y establecimiento de crédito cualquier valor mobiliario depositado en nombre de la sociedad, de la forma que fuere.
11. En cuanto a los valores no pagados al vencimiento, extender protestos, notificar cualquier denuncia y establecer cualquier cuenta de reintegro.
12. Aceptar y avalar cualquier orden de pago, pagarés, efectos de comercio y letras de cambio.
13. Negociar al contado o a plazos cualquier divisa extranjera.
14. Entender, discutir, cerrar o liquidar cualquier cuenta; fijar los saldos de común acuerdo;



15. Ceder, delegar o transferir, o hacerse ceder, delegar o transferir cualquier deuda reconocida con o sin garantía, a los precios y condiciones que determinará; cobrar y pagar su precio, conceder cualquier anterioridad y preferencia, aceptar cualquier propuesta y solicitud de plazo, de reducción de deuda por parte de los deudores, firmar y aceptar cualquier arreglo y prórroga de común acuerdo; en caso de falta de pago o también en caso de cualquier impugnación, ejercer todas las diligencias necesarias; en consecuencia, citar y comparecer ante cualquier jurisdicción, negociar, tranzar, consignar, emplazar y defender ante cualquier tribunal competente, producir ante cualquier orden y distribución, cobrar el importe de los créditos en provecho de la sociedad, dar recibo y descargo.

16. Contratar cualquier empréstito, a excepción de aquellos emitidos ante el público.

17. Constituir cualquier depósito, margen o garantía.

18. Suscribir cualquier compromiso de fianza o aval para cualquier operación, comprometiendo solamente a la sociedad en el límite de los poderes conferidos cada año por el Consejo de Administración;

19. Recaudar en cualquier forma, suscribir o comprar cualquier título o valor liberado o sin liberar, y que constituya la cartera de la sociedad.

-PODERES DE ADMINISTRACION DEL PERSONAL

20. Asumir el funcionamiento de la sociedad, y con este fin, organizar y dirigir los servicios administrativos, técnicos y comerciales, y firmar la correspondencia;

21. Otorgar y efectuar cualquier préstamo o anticipo relacionado directa o indirectamente con la actividad social (personal, organismos sociales de la sociedad, etc....) y si fuera el caso, con las garantías pertinentes.

22. Nombrar y despedir a cualquier persona de la sociedad y fijar su estatuto, como su función, remuneración, condiciones de su contratación y cesación de actividades;



23. Representar de modo general a la sociedad en todo lo que se refiere a sus relaciones con el personal;

24. Proteger a todo el personal de la sociedad, mediante todos los seguros permanentes o temporales, afiliarle a todos los Institutos y organismos de Seguridad Social, de Retiros y de Previsiones, o a cualquier organismo privado o público pertinente.

D- PODERES DE GESTION DE PROPIEDAD INDUSTRIAL

25. Adquirir, enajenar, conceder, abandonar entera o parcialmente cualesquiera marcas, patentes, licencias de marcas o de patentes; depositar todos los modelos, marcas de fábrica, procedimientos y demandas de patente.

E - PODERES DE ADMINISTRACION GENERAL

26. Representar a la sociedad para con terceros y todos los Gobiernos y Ministerios en todas las ciudades, municipalidades y administraciones. Cumplir con todos los requisitos relativos a las Administraciones públicas y privadas; firmar todas las declaraciones, suscribir todos los compromisos, pagar todos los derechos, tasas y censos, introducir todas las demandas de exoneración, reducciones o condonaciones, presentar y firmar todas las peticiones, así como todos los informes.

27. Concertar todas las obligaciones inmobiliarias tales como enajenaciones, adquisiciones, permutas, tomas de arriendo, arriendos de todos los terrenos e inmuebles, promesas de venta, opciones, cualesquiera que sea su naturaleza y su importancia, siendo dicha enumeración enunciativa y no limitativa, y para los efectos enunciados anteriormente, firmar todos los compromisos, todas las escrituras y cualesquiera documentos;

28. Tomar en arriendo, por vía de arriendo directo, de cesión o de subarriendo, aún por vía de adjudicación, mediante las cargas y condiciones que considerará pertinentes, cualquier local o inmueble, cumplir con todos los actos de gerencia respectivos; obligar a la sociedad al pago de las rentas y a la ejecución de todas las cargas y condiciones de los arriendos y alquileres, modificarlos o



resolverlos, consentir y resolver cualesquiera arriendos y alquileres con o sin promesa de venta;

29. Concertar todas las operaciones sobre bienes muebles corporales, tales como particularmente enajenaciones, adquisiciones, permutas, promesas de venta, opciones, cualesquiera que sean su naturaleza y su importancia; dicha enumeración será enunciativa y no limitativa, y para los efectos arriba enunciados, firmar todas las escrituras y documentos cualesquiera.

30. Contratar o rescindir todas las pólizas o contratos de seguros relativos a los riesgos de cualquier naturaleza; en caso de siniestros, discutir, cerrar y determinar la cifra de todas las indemnizaciones, cobrarlas;

31. Sacar del correo las cartas o paquetes de valores declarados, certificados o no, dirigidos a la sociedad.

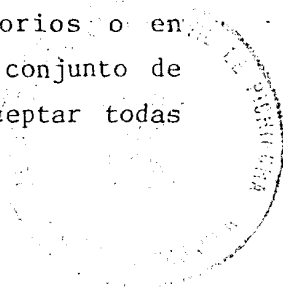
32. De todas las empresas de transporte, ferrocarril u otras, sacar todos los paquetes, bultos y mercancías cualesquiera; retirar todos los depósitos, dar descargo de todo.

33. Retirar todas las mercancías en consignación de aduana, hacer todas las declaraciones con este fin y tomar todos los compromisos, firmar todos los recibos y estados, pagar todos los derechos, pedir todas las desgravaciones.

34. Contratar todos los servicios para agua, gas, electricidad, servicios telefónicos y telegráficos;

35. De modo general, actuar y comparecer en justicia en nombre de la sociedad, tanto en calidad de demandante como en calidad de demandado, ante todos los tribunales y jurisdicciones competentes, tratar, transigir, comprometer, conciliarse; nombrar todos los árbitros, terceros árbitros y peritos; hacer ejecutar todas las sentencias, autos o fallos por vías y medios de derecho;

36. En caso de quiebra de deudores, participar en todas las juntas o deliberaciones de acreedores, asumir créditos y confirmarlos, nombrar todos los agentes, liquidadores y síndicos provisorios o en definitiva, firmar todos los convenios y contratos de conjunto de acreedores, hacer todas las condonaciones de deudas, aceptar todas



las cesiones, trasposos, delegaciones y abandonos de bienes, muebles e inmuebles;

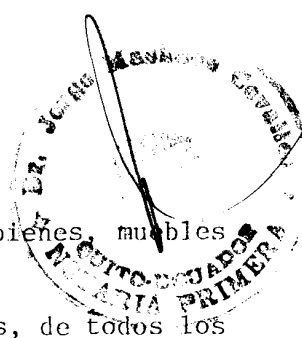
37. De todas las sumas recibidas o constatadas pagadas, de todos los títulos entregados o recibidos, dar o retirar recibo o descargo, consentir menciones y subrogaciones, desistirse de todos los derechos, privilegios, hipotecas, acciones resolutorias y otras y hacer desembargo de todas las inscripciones, embargos, oposiciones y otros impedimentos cualesquiera, todo ésto con o sin pago.

38. Representar a la sociedad en todas las Juntas y reuniones en las cuales la sociedad podría participar en calidad de accionista, obligacionista, tenedor de título o con cualquier otra calidad y en la administración y la dirección de todas las sociedades, asociaciones, agrupaciones en que la sociedad participaría como administradora, gerente o de otro modo, y emitir todos los votos, firmar todas las listas de asistencia, registros y actos, depositar todo los títulos, aceptar y renunciar a todas las funciones y a todos los mandatos, retirarlos;

39. Hacer en las Notarías de todos los tribunales de comercio todas las declaraciones y depósitos prescritos por la ley, requerir todas las inscripciones y modificaciones en el Registro de Comercio: firmar todas las declaraciones, retirar todos los resguardos, dar descargo; Efectuar con motivo de creación y de existencia de agencias, de sucursales o de establecimientos, todos los requisitos exigidos por las leyes o reglamentos locales, otorgar y firmar todas las escrituras y de modo general, hacer todo lo que sea útil y necesario.

40. Solcitar todas las concesiones y más generalmente, todos los títulos mineros, concertar y firmar todos los convenios relativos.

41. Delegar a una o a varias personas todo o parte de los presentes poderes, con facultad de subdelegación, sin que tales delegaciones o subdelegaciones tengan por efecto de desposeerle de los poderes así delegados o subdelegados, poderes que podrá continuar ejerciendo conjuntamente con sus delegados o separadamente; retirar en todo o en parte dichos poderes;



Sociedad Anónima con capital de 1'000.000 F

Oficina de París:

dirección postal, Tour ELF Cedex 45

92078 París La Défense

Tel. 33 (1) 47.44.45.46 telex alfa 615400F

ATESTADO

Yo, infrascrito, Bernard VOOG, Presidente del Consejo de Administración de la sociedad ELF AQUITAINE EQUATEUR, Sociedad Anónima con capital de 1'000.000 Francos, cuya sede social está en Tour ELF, Place de la Coupole 2, LA DEFENSE 6-92078 COURBEVOIE, matriculada con el N. Reg. Com. Soc. Nanterre B 309.104.453, actuando en virtud de los poderes que han sido precisados por el Consejo de Administración en su sesión de 15 de junio de 1989, atestiguo que: En consecuencia del nombramiento otorgado por el Consejo de Administración del Sr. Henri BERGASSE en calidad de Director General a contar del 15 de enero de 1990, el Sr. Henri BERGASSE está autorizado para representar a ELF AQUITAINE EQUATEUR en la República del Ecuador y a comprometer la responsabilidad de la Sociedad para todos los actos y contratos en el Ecuador, sabiendo que todos estos poderes se harán efectivos en el Ecuador en la fecha en la cual hubieren sido cumplidos los requisitos de registro obligatorio en el Registro Mercantil del Cantón Quito; simultáneamente, el Consejo revoca los poderes delegados anteriormente al Sr. Didier AUBIN por el Presidente el 6 de enero de 1987, y tales como se ven registrados en el Registro Mercantil del Cantón Quito, el 15 de abril de 1987; hasta la fecha de registro arriba mencionada de los poderes del Sr. Henri BERGASSE, los poderes del Sr. Didier AUBIN continuarán de dar fe legalmente en el Ecuador. Dado en París a 14 de diciembre de 1989.

El Presidente -firmado- B. VOOG. Reg. Com. Soc. Nanterre B 309 104 453 Sede Social Tour Elf, Place de la Coupole. 2 La Défense 6 - 92078 Courbevoie (Hauts de Seine). N. 14729 Visto para certificación material de la firma del Sr. B. VOOG. 14 de diciembre de 1989. P. el





42. Para los efectos enunciados anteriormente, otorgar y ^{firmar} todas las escrituras y correspondencias, constituir domicilio legal y de modo general, hacer todo lo que sea útil y necesario.

43. Efectuar cualesquiera actos y negocios jurídicos que hayan de celebrarse y surtir efecto en la República del Ecuador, particularmente con el fin de contestar demandas y cumplir con las obligaciones contraídas.

Dado en Courbevoie, en tres ejemplares originales a 11 de diciembre de 1989. Leído y aprobado. Vale para poder -firmado- B. VOOG. En la parte superior de la hoja hay un sello que dice: 456900 Ministerio de Relaciones Exteriores 21 de diciembre de 1989. Sello República Francesa 010. Hay un sello que dice: N. 147301 Visto para certificación material de la firma del Sr. B. VOOG 14 de diciembre de 1989. P. el Presidente de la Cámara de Comercio e Industria de París. -firmado- G. VESCOVALI. Sello Cámara de Comercio e Industria de París. Hay otro sello que dice: Visto para la legalización de la firma adjunta del señor VESCOVALI. Por el Ministro y por delegación -f- Geneviève OLIVRY. Hay otro sello del Ministerio de Relaciones Exteriores de la República Francesa. Hay otro sello que dice: JEAN PIERRE COLLET. Traductor Intérprete español portugués. Experto honorario del Tribunal de Apelaciones de París 104 Rue de la Tour 75116 París. Hay otro sello que dice: Visto sin modificaciones. Traducción conforme al original en lengua francesa N. 94322 de diciembre 19 de 1989. dos firmas ilegibles.

Hay otro sello que dice: REPUBLICA DEL ECUADOR. CONSULADO DEL ECUADOR EN PARIS. Presentada para legalizar la firma que antecede, la suscrita M. Elena Porras, Agregada Consular del Ecuador en París, certifica que es auténtica, siendo la que usa la señora Geneviève Olivry..... en todas sus actuaciones, Valor de la actuación; US\$30..... Autenticación N. 21/90..... Partida arancelaria II-13-d.... Lugar y fecha: París, 04 de enero de 1990. -f- María Elena Porras. Agregada Consular Consulado General del Ecuador en París.

ELF AQUITAINE EQUATEUR



Presidente de la Cámara de Comercio e Industria de París. -firmado- G. VESCOVALI. Sello Cámara de Comercio e Industria de París. Hay un sello que dice: Visto "Sin modificación". Traducción conforme al original en lengua francesa N. 94325 19 de diciembre de 1989 firmas ilegibles. Hay otro sello que dice: JEAN PIERRE COLLET. Traductor, intérprete español portugués, experto honorario del Tribunal de Apelaciones de París, 104 Rue de la Tour 75116 París. Hay otro sello que dice: El Ministro de Relaciones Exteriores certifica que la presente traducción del acta adjunta ha sido efectuada por un traductor jurado. f. Geneviève OLIVRY. Sello del Ministerio de Relaciones Exteriores. Hay otro sello que dice: REPUBLICA DEL ECUADOR CONSULADO DEL ECUADOR EN PARIS Presentada para legalizar la firma que antecede, al suscrita M. Elena Porras, Agregada Consular del Ecuador en París, certifica que es auténtica, siendo la que usa la señora Geneviève Olivry..... en todas sus actuaciones. Valor de la actuación: US\$30..... Autenticación N. 28/90..... Partida Arancelaria II-13-d..... Lugar y fecha: París, 04 de enero de 1990. f. María Elena Porras Agregada Consular Consulado General del Ecuador en París".

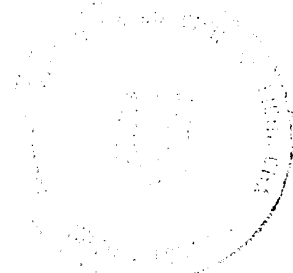
Lo que pongo en su conocimiento para los fines de Ley.

Atentamente,



Presentado hoy día martes nueve de ener de mil novecientos noventa, a las diez y siete horas, con una copia.- Certifico.

El Secretario.



CORRAL, CHIRIBOGA & ROSALES

ABOGADOS

DR. FRANCISCO ROSALES RAMOS
DR. FEDERICO CHIRIBOGA V.
DR. JULIO CORRAL BORRERO

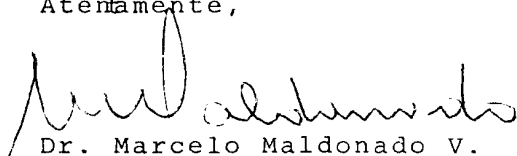
ROBLES 653 P.O. 12
TELEFONOS: 593 078 561 708 561 709
CASILLA 176-A
TELEX: 22078 SALES ED
TELEFAX: 593-2 503 743
CABLES: SALES QUITO-E JUANES
QUITO - ECUADOR 1111 PRIMERA

SEÑOR JUEZ OCTAVO DE LO CIVIL:

Dr. Marcelo Maldonado V., en la solicitud de traducción de los documentos de la compañía ELF AQUITAINE EQUATEUR, a usted atentamente digo:

Que el informe presentado por el perito traductor se encuentra ceñido a la verdad y a la ley y, por lo tanto, solicito que se digné aprobarlo mediante sentencia.

Atentamente,



Dr. Marcelo Maldonado V.

Matrícula N° 1241.

Presentado hoy día diez de enero de mil novecientos noventa a las nueve horas. Con una copia. Certifico

EL SECRETARIO

JUZGADO OCTAVO DE LO CIVIL: Quito, enero 10 de 1990, las 11 horas. VISTOS: Una vez presentado el informe del perito traductor y visto el escrito que antecede, ADMINSTRANDO JUSTICIA Y EN NOMBRE DE LA REPUBLICA Y POR AUTORIDAD DE LA LEY, se aprueba en todas sus partes el informe presentado por el perito traductor. Ejecutoriada que sea esta sentencia tréguese originales al peticionario. Notifíquese.



En Quito, a diez de enero de mil novecientos noventa, a las quince horas, notifiqué la sentencia que antecede al Dr. Mar-



celo Maldonado en persona, quien impuesto de su contenido se
conforma con el mismo. Certifico.

[Signature]
EL SECRETARIO



DA-



NOTARIA
PRIMERA

DR. JORGE MACHADO CEVALLOS

1 ZON DE PROTOCOLIZACION: A petición del señor doctor Mar
2 celo Maldonado Vásquez, afiliado al Colegio de Abogados
3 de Quito bajo el número mil doscientos cuarenta y uno, -
4 con esta fecha y en treinta fojas útiles, protocolizo en
5 el Registro de Escrituras Públicas de la Notaría Primera
6 de este Cantón actualmente a mi cargo, - el poder y revoca
7 toria de poder de la Compañía ELF AQUITAINE EQUATEUR, que
8 antecede .- Quito, a diez de enero de mil novecientos -
9 noventa .- El Notario (firmado) Doctor Jorge Machado-
10 Cevallos .- Notario - Abogado .- (sigue un sello) M.-

11
12
13 Es fiel y PRIMERA COPIA --
14 CERTIFICADA, de los documentos protocolizados ante mí, y
15 en fe de ello la confiero sellada y firmada en Quito, a
16 diez de enero de mil novecientos noventa .-

17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28



Jorge Machado Cevallos
Dr. Jorge Machado Cevallos
NOTARIO ABOGADO



Con esta fecha queda inscrito el presente Documento y la Resolución número ciento ochenta y nueve, del señor Superintendente de Compañías de 5 de febrero de 1990, bajo el número 018 del Registro Industrial, tomo 22.- Se tomó nota al margen de la inscripción número 47 del Registro Industrial, de quince de abril de mil novecientos ochenta y siete, a fs. 106vta., tomo 19.- Se fijó un extracto para conservarlo por seis meses según lo ordena la Ley, signado con el número 151.- Se da así cumplimiento a lo dispuesto en los Arts. Segundo, Tercero y Cuarto de la citada Resolución.- Se anotó en el Repertorio bajo el número 1501.- Quito, a seis de febrero de mil novecientos noventa.

EL REGISTRADOR -



Dr. Gustavo García Banderas
REGISTRADOR MERCANTIL DEL CANTÓN QUITO

